

Zeitschrift: ASMZ : Sicherheit Schweiz : Allgemeine schweizerische Militärzeitschrift
Herausgeber: Schweizerische Offiziersgesellschaft
Band: 174 (2008)
Heft: 04

Artikel: Quelles réponses aux défis stratégiques contemporains (II)
Autor: Wicht, Bernard
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-71399>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Quelles réponses aux défis stratégiques contemporains (II)

Redécouvrir la contre-guérilla

Poursuivant l'analyse entreprise dans le premier volet (MPR 1/07), il convient de se demander maintenant quelle est la signification de ce retour, auquel on assiste aujourd'hui, de l'individu en tant qu'acteur de la stratégie: du terroriste au militant du black block en passant par le dealer et le sauvage urbain. S'agit-il là seulement d'un épiphénomène de «niveau tactique» – le *swarming* – auquel l'Etat peut répondre par quelques adaptations périphériques touchant les effectifs, la formation et l'équipement des personnels (brigades anti-émeutes, caméras de surveillance)? Ou bien ceci correspond-il à la *césure historique* que constitue la mondialisation et qui est celle d'un nouveau Moyen Age. Dans ce dernier cas, la réponse apportée doit avoir la même envergure: un *système d'arme* en adéquation avec le nouvel ordre politique se mettant en place à l'échelle globale, et non simplement quelques expédients de circonstances comme de nouveaux services de coopération inter-polices ou des unités anti-terroristes supplémentaires. C'est pourquoi nous parlons ici de *redécouvrir la contre-guérilla*, notamment en adoptant une optique «grand angle».

Bernard Wicht*

Introduction

Comme dans le premier volet de notre analyse, la perspective retenue n'est pas celle du système international et de l'interdépendance, mais celle centrée sur l'Etat lui-même et la transformation que subit son monopole de la violence légitime.

Dans une approche axée sur l'Etat, la fin de la distinction national/international (le système westphalien) et son remplacement par l'interaction local-transnational ou local-global (la mondialisation) place l'Etat moderne face à un défi central pour sa survie. A l'âge global et à l'ère numérique de l'infoguerre, Etats faillis, partition et redécoupage des frontières, quasi-Etats et «Révolutions oranges» démontrent à l'envi le caractère fortement déstabilisant de cette nouvelle interaction entre «communauté internationale» et «forces locales» (le sous-sol). Si l'Etat veut survivre, il faut donc entreprendre une réflexion première questionnant de manière fondamentale les concepts considérés jusqu'à maintenant comme acquis, notamment en matière de défense et de sécurité.

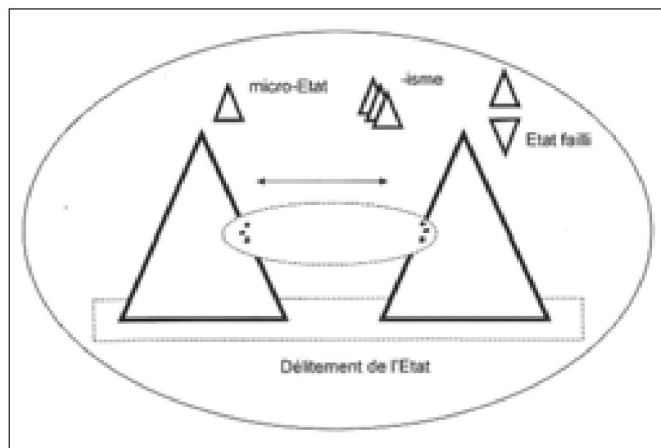
Cette réflexion doit ainsi placer cette interaction au centre de ses préoccupations et examiner les réponses à y apporter. Pour faire court, à une interaction local-global, il faut pouvoir répondre par une «autre» interaction du même type prenant appui

*Privat-docent à l'Université de Lausanne où il enseigne la stratégie, et Chef des affaires internationales auprès de la Conférence des Directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), à Berne – wicht@edk.ch

non pas sur l'appareil étatique (diplomatie, armée), mais bel et bien sur l'élément local par excellence – le citoyen –, ceci grâce en particulier aux nouvelles capacités dont il dispose dorénavant dans le cadre de la mondialisation (technologies de l'information et de la communication/TIC, réseaux, etc.), permettant dès lors de parler en termes stratégiques d'un véritable *renouveau de l'initiative individuelle*. Pour mieux saisir toute la portée d'un tel renouveau, on peut se rapporter à la proposition de Norbert Elias selon laquelle au cours de sa formation, *l'Etat moderne a transformé le chevalier en courtisan*, c'est-à-dire a désarmé les entrepreneurs militaires au profit de son propre monopole. Avec ce renouveau, on peut en quelque sorte avancer que dans le contexte de la mondialisation et de la déstabilisation de l'Etat qui s'ensuit, il faut renverser la proposition d'Elias et dire désormais, *l'Etat postmoderne a besoin de chevaliers pour assurer sa défense*.

Perspective: Système international

**réponse apportée
à la perception d'un
monde instable:
la sécurité par la
coopération (pro-
motion de la paix,
action multilatérale)**

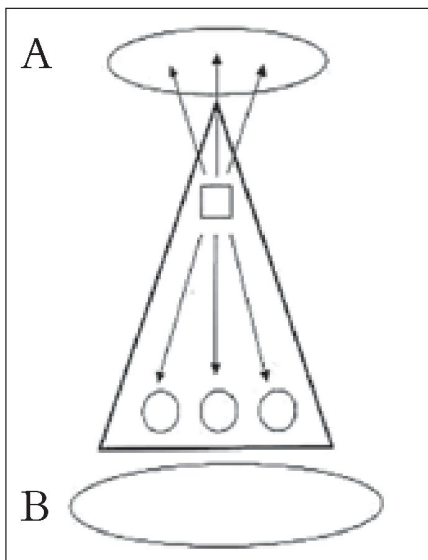


«Réorganiser vraiment l'armée, ce n'est pas l'adapter à la stratégie aérienne ou atomique. Il importe bien plutôt qu'une option nouvelle de la liberté prenne force et corps.»

Ernst Jünger, *Der Waldgang*

Précisons toutefois que jusqu'à maintenant, ce retour de l'initiative individuelle (en particulier à travers les TIC) a été perçu par les stratèges comme faisant partie du «terrain de l'adversaire», comme l'atout déterminant de ce qu'on appelle «l'ennemi du chaos» (recouvrant les groupes terroristes, les narco-guérillas, les mafias, les mouvements altermondialistes ou encore les diverses intifadas). Mais, ainsi que le rappelait Spencer Chapman aux armées occidentales qui la redoutait parce que jugée propice à l'adversaire: *la jungle est neutre!* Et si un type d'organisation et de structure est capable d'y évoluer avantageusement, une contre-structure du même type peut le faire tout aussi bien (technique du contre-maquis: *chasser le loup afghan avec un chien d'Afghanistan*).

Ceci ne va toutefois pas de soi. Mao rappelait que, seule une armée révolutionnaire peut conduire une guerre révolutionnaire! A l'instar des contre-maquis, une contre-structure ne se commande pas par décret ministériel, elle est intimement liée au tissu socio-politique et au *Zeitgeist*: d'où l'obligation avant d'en aborder l'application concrète (la guerre non conventionnelle), de traiter des conditions-cadre historiques (un nouveau Moyen Age) et socio-politiques (les nouvelles libertés). C'est à partir de là seulement qu'il sera ensuite possible d'esquisser cette autre interaction local-global que nous avons choisi d'appeler *l'ordre oblique*.



Perspective:
Etat et son monopole

A communauté internationale
(Etat failli, redécoupage des frontières, «Révolutions oranges»):

- déstabilisation de l'Etat

B «sous-sol»
(réseaux, diasporas, communautés, groupes et solidarités):

- nouveau initiative individuelle
- interaction local-global

Au préalable cependant, rappelons deux règles du processus cognitif s'appliquant à chaque fois que les paradigmes bougent en profondeur au point de remettre en cause les critères d'analyse couramment admis. Or tel est bien le cas à l'heure actuelle. La première de ces deux règles indique que *sans la théorie les faits restent muets* (Joseph Schumpeter): en simplifiant quelque peu, ceci signifie que pour appréhender une situation fondamentalement inédite, il faut s'efforcer d'élaborer – même sommairement – une grille de lecture dans laquelle on pourra intégrer et penser la réalité. Evidemment une telle démarche, d'une part, est à contresens de la tendance actuelle des sciences sociales privilégiant l'incertitude relative et la pluralité des logiques et, d'autre part, comporte un certain caractère arbitraire tendant à gommer les nuances pour se concentrer sur les lignes de force. Cependant, le propre de la démarche stratégique est de disposer d'un outillage conceptuel minimum pour concevoir l'action; la pensée stratégique ne saurait fonctionner sans un tel outillage. C'est ce que nous nommons ici la «voie du stratège», celle-ci étant orientée d'abord vers la réalisation de l'action plutôt que vers la recherche méticuleuse de la vérité. Selon la seconde règle, *la reconnaissance précède la connaissance* (Thierry Gaudin): dans le cas présent, ceci

signifie qu'il importe d'abord de prendre conscience de la transformation intervenue, l'admettre voire s'y résigner avant d'en entreprendre l'étude détaillée. Car, pour percevoir les réformes nécessaires et se résoudre à les adopter, il faut en premier lieu briser la barrière mentale conduisant d'instinct à refuser le changement, à en négliger l'impact et à rechercher systématiquement les éléments de continuité plutôt que ceux marquant la rupture. Cela implique souvent une opération intellectuelle de longue haleine parce qu'une telle barrière comporte habituellement un double aspect émotionnel et culturel (traditions, valeurs, éthique, identité) que seul un examen à la fois curieux, attentif et rigoureux de la réalité permet de dépasser. Relevons combien la réflexion stratégique représente une *opération de rupture* visant non seulement à rompre ou dépasser le dispositif intellectuel de l'adversaire, mais également nos propres blocages mentaux et culturels.

Initiative individuelle et Moment machiavélien

Du point de vue du citoyen, ce renouveau de l'initiative individuelle dispose d'ores et déjà d'une longue tradition dans la pensée politique occidentale, appelée par les historiens le *Moment machiavélien*: à savoir la conception civique, humaniste et républicaine de la communauté politique fondée non pas sur la défense juridico-libérale des droits de l'individu, mais bel et bien sur la participation active des citoyens à la gestion des affaires communes (*res publica*/tyrannie; bien commun/corruption; armée de citoyens/armée prétorienne; *inarmis libertas proximo piratae praedae est*). L'expression la plus aboutie de cette tradition figure, d'une part, dans l'idée de milice et, d'autre part, dans le 2^e amendement de la constitution des Etats-Unis d'Amérique: *A well regulated Militia, being necessary to the security of a free State, the right of the people to keep and bear Arms, shall not be infringed.* (cf. John G. A. POCOCK, *Le Moment machiavélien: la pensée politique florentine et la tradition républicaine atlantique*, trad. Paris, PUF, 1997.)

Un nouveau Moyen Age

Comment redéfinir le cadre de raisonnement théorique? On l'a dit, le modèle de la guerre s'est inversé avec le passage de la guerre entre Etats à la *guerre à l'intérieur de l'Etat*. La guerre interétatique repose sur un champ de références qu'il convient de rappeler si l'on veut saisir pleinement la nécessité de son renouvellement. Elle est intimement liée à un ordre politique articulé autour d'une institution centrale, l'*Etat-nation*, en compétition et en concurrence avec ses *alter ego* au sein d'un système international ne tolérant pas d'autres types

d'acteurs (système westphalien). Dans ce système, les révolutions militaires successives ainsi que la révolution industrielle produisent un outil militaire très calibré – armée régulière de conscription – où la masse, la puissance de feu et la centralisation deviennent les caractères dominants. La structuration hiérarchique de cet outil et sa large implantation sociale sont d'ailleurs devenues, à partir du XIX^e siècle, un des principaux facteurs de stabilisation du capitalisme: l'organisation des industries et de la société étant calquée sur le modèle de l'organisation militaire (chaque individu ayant sa place et sa fonction dans la hiérarchie de la société, ceci en vue de limiter les troubles et les désordres).¹ L'outil économique et l'outil militaire marchent de ce fait main dans la main. Le modèle westphalien dominant le reste du monde, il impose peu à peu une forme de rationalité fonctionnant du haut vers le bas où les catégories définies a priori viennent mettre en forme la réalité conformément aux valeurs occidentales. En stratégie, cette construction trouve sa formulation la plus explicite dans la définition de la guerre comme acte politique au service d'une volonté étatique. L'objectif est alors logiquement l'anéantissement des moyens militaires de l'adversaire (batailles décisives, modèle occidental de la guerre).

On va voir maintenant combien la situation stratégique contemporaine s'inscrit en contraste vis-à-vis d'un tel champ de références. Car en se déroulant à l'intérieur de l'Etat, cette guerre prend à contre-pied la guerre interétatique et le modèle occidental de la guerre. Elle correspond d'ailleurs à une césure historique majeure comparable dans ses transformations à celle que l'Europe a connue lors de la chute de l'Empire romain, césure que nous avons pris l'habitude de nommer «mondialisation». Cette transformation première de la guerre répond à la mutation de nos sociétés et du monde plus généralement. Ce n'est donc pas un simple événement «de surface» mais un mouvement de fond d'envergure civilisationnelle. Dès lors, afin de renouveler notre cadre de raisonnement en matière stratégique, cinq dimensions différentes entrent en considération: premièrement *la dimension historique*, pour prendre conscience de la césure que représente la mondialisation au-delà de son caractère économique et commercial; deuxièmement *la dimension organisation*, pour expliquer le changement de paramètre avec le passage d'un modèle concentré des formes centralisées à des formes décentralisées et en réseaux fondées sur le lien entre mode de combat et mode de production des richesses; troisièmement *la dimension méthodologique*, avec la théorie du

¹Cf. notamment, Richard Sennett, *The Culture of the New Capitalism*, New Haven, Yale, University Press, 2006.

chaos pour pouvoir donner sa logique au désordre contemporain; quatrième la *dimension stratégique*, pour saisir à quel niveau se situe l'affrontement dialectique des volontés et; cinquième la *dimension opératoire*, pour mettre en lumière le mode d'anéantissement que révèle cette nouvelle guerre planétaire.

1. La mondialisation comme nouveau Moyen Age

Habituellement, la mondialisation est considérée essentiellement comme un phénomène économique et commercial de globalisation des échanges et des flux financiers. Cependant, en raison de l'effet d'érosion qu'elle provoque sur les Etats et les sociétés (phénomène de balkanisation-libanisation), on peut également l'envisager comme un nouveau Moyen Age dont il faut retenir, en l'occurrence, les trois caractéristiques suivantes:

- la reféodalisation: l'allégeance stationnaire unique fait place à une pluralité d'allégeances tribales (mafias, diasporas, gangs, etc.);
- la dissociation des rapports de droit et des rapports de fait: des institutions ayant pignon sur rue se vident de leur substance (Etat, peuple, nation), tandis que des organisations informelles montent en puissance (diasporas);
- le retour d'une forme de darwinisme politique (en raison de la diversité et de la pluralité des formes d'organisation qui émergent): dès lors la règle formulée par Darwin sur la survie des espèces trouve sa pleine application, *ceux qui survivent ne sont pas les plus forts, mais ceux qui s'adaptent*.

Conséquence: on ne se bat plus pour défendre des institutions (Etat, armée), mais une civilisation (*Kultur*), une communauté, des valeurs – *la substance remplace l'instance*; il faut donc accepter les mutations, y répondre et ne pas chercher à défendre des positions submergées depuis longtemps (syndrome de la préparation de la guerre précédente).

2. On se bat comme on produit les richesses

C'est une vieille règle souvent méconnue de l'histoire militaire soulignant que le mode de combat adopté par une société est fondamentalement lié à son mode de production des richesses (société de chasseurs-cueilleurs, société nomade, société sédentaire, etc.). En l'espèce, ceci signifie pour le mode de combat à l'heure actuelle:

- non plus de manière industrielle, massive et centralisée, mais de façon décentralisée, en réseaux, en s'appuyant essentiellement sur les TIC (téléchargement vers l'amont, système wiki);
- la *loi des petits nombres* remplace la loi des grands nombres: c'est le retour de l'initiative individuelle.²

Conséquence: du point de vue de la conduite de la guerre, le système d'arme dominant n'est plus lié à la haute technologie ou à la puissance de feu: c'est le *combattant individuel*.

3. La théorie du chaos

Cette théorie indique que «le chaos n'est pas si chaotique», mais qu'il répond à une logique d'appréhension différente où il ne s'agit de vouloir *a priori* saisir l'ensemble avant d'aborder les détails (démarche du général au particulier), mais au contraire où il faut s'efforcer d'observer attentivement des événements et des phénomènes aléatoires et apparemment sans cohérence les uns avec les autres (démarche du particulier au général): c'est de là qu'un schéma d'ensemble finit par se dégager *a posteriori*.³ La notion d'*effet papillon* est étroitement associée à une telle approche: une succession d'événements en apparence anodins et sans lien spécifique peut atteindre un point critique au-delà duquel une petite perturbation (le battement d'ailes d'un papillon) peut prendre des proportions gigantesques. Dans le cas présent, on peut transposer cette notion aux différents niveaux de fragilités socio-politiques:

- effet papillon:
 - fragilité des sociétés (pauvreté, *no future*)
 - +
 - fragilité des infrastructures (panne générale, catastrophe naturelle)
 - +
 - fragilité de l'Etat (perte du monopole de la violence)
 - =
 - rupture de l'ordre social (Katrina, La Nouvelle Orléans)

Conséquence: une réponse étatique et centralisée est contre-productive, seul un système décentralisé, *bottom-up*, redondant et autonome peut faire face.

«... et si vous étiez blessé et seul et que vous appeliez le 911 et que personne ne réponde...»

«Et si les secours ne venaient jamais»
«Ne demandez pas ce que le pays peut faire pour éviter cette crise, la réponse est: absolument rien!» (tiré de, *Die Hard 4*, le blockbuster hollywoodien de l'été 2007)

4. L'affrontement des volontés

C'est l'essence de la stratégie (la dialectique des volontés): aujourd'hui cet affrontement n'a plus lieu entre Etats ni entre armées régulières: il se déroule au niveau des individus (terroriste, gangster, *shadow warrior*), autrement dit l'équilibre de la terreur change d'échelle passant des Etats (équilibre nucléaire) aux individus (insécurité, violence).

Conséquence: *l'individu remplace l'Etat* en matière de défense et de sécurité (d'où

l'importance de ce qu'on appelle les forces morales: motivation, fraternité d'armes, slogan, etc.)

5. La destruction de l'intérieur

A la menace d'un anéantissement de l'extérieur (invasion, occupation militaire étrangère, etc.) succède dorénavant celle d'une destruction de l'intérieur (prise en main des populations par les mafias ou les narco-guérillas, insécurité et émeutes dégénérant en une situation de chaos généralisé).⁴

Conséquence: du point de vue tactique, le schéma de raisonnement n'est plus celui de concentration – fixation – anéantissement (schéma classique de la bataille réglée), mais bel et bien celui de *dilution – imbrication – destruction*.

Caractéristiques stratégiques de la guerre à l'intérieur de l'Etat

- objectif (*Zweck* politique): c'est la *civilisation* qui est visée plutôt que l'Etat (choc des cultures, djihad)
- but (*Ziel* militaire): *vider l'Etat de sa substance* (clans et tribus remplacent le peuple et la nation)
- ennemi: ce n'est plus un autre Etat, mais un *adversaire structuré en groupes et réseaux open source*
- *l'individu remplace l'Etat* en matière de défense et de sécurité (loi des petits nombres: «le salut vient des marges»)
- les *forces morales* dominent

Les nouvelles libertés

Le renouveau de l'initiative individuelle s'appuie sur trois piliers associés au développement du nouveau capitalisme et à la transformation des structures qui l'accompagne (passage de la centralisation à la décentralisation, *on fait la guerre comme on produit les richesses*): il s'agit des nouvelles libertés liées aux capacités offertes par les TIC, de l'intelligence collective émergente de l'utilisation coopérative des TIC, et des organisations décentralisées indépendantes d'une hiérarchie centrale (structure *starfish*).

1. Les nouvelles libertés

Comme le dit Fernand Braudel, dans la civilisation matérielle les libertés sont fichées au cœur de l'économie-monde; ceci

²Cf. Mark J. Penn, *Microtrends: the Small Forces Behind Today's Big Changes*, Londres, Allen Lane, 2007.

³Cf. Leonard Smith, *Chaos: a Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2007 (Very Short Introductions; 9); James Gleick, *La théorie du chaos: vers une nouvelle science*, trad., Paris, Flammarion, 1991 (Champs Flammarion; 219).

⁴Cf. Fred Charles Iklé, *Annihilation from Within: the Ultimate Threat to Nations*, New York, Columbia University Press, 2006.

veut dire qu'elles ne sont pas principalement des idéaux associés à une idéologie, à une doctrine politique ou une religion, mais qu'elles sont liées au marché et au mode de fonctionnement des échanges. Si la mondialisation est souvent synonyme de création de monopoles et d'oligopoles dominés par les grands groupes multinationaux, à l'opposé elle offre aussi à l'individu de nouvelles opportunités d'intervention en grande partie grâce aux TIC qui l'affranchissent de la nécessité de structures lourdes et complexes pour participer au commerce et aux échanges. Au même titre que le binôme caravelle-canon donne aux marchands du XVI^e siècle un outil décisif de découverte et de conquête, les TIC fournissent à l'homme du XXI^e siècle un outil semblable en le dégageant des structures hiérarchiques de l'ère industrielle. Ceci se vérifie notamment avec les notions de *long tail* (passage du marché de masse au marché de niches) et de *free agent* (affirmation du microbusiness).⁵

Corollaire du développement du nouveau capitalisme, les TIC ont une indéniable dimension *Big Brother* qui trouve son expression dans les grands systèmes de surveillance globale. Mais à l'autre extrémité du spectre, elles donnent à l'individu un extraordinaire espace de création et de liberté d'action avec la possibilité de se connecter et de communiquer, de manière immédiate, à l'échelle globale: selon la formule de Thomas Friedman, «la terre est devenue plate» (sans frontières commerciales ni politiques).⁶ C'est cette liberté matérielle qui est déterminante et qui fait contrepois à la dimension *Big Brother*. Dès lors, l'individu n'est plus dépendant d'une organisation préétablie qu'elle soit nationale ou entrepreneuriale-fordiste (organisation administrative ou militaire, entreprise). Les premiers à en prendre conscience ont été précisément les informaticiens (manifeste GNU-Linux), exigeant – comme règle du jeu de la société de l'information – la libre disposition et le partage de toutes les données installées sur le net y compris les codes des logiciels (*free software = free society*). L'élément essentiel de cette exigence ne réside toutefois pas dans une simple conception du self service, mais bel et bien dans le fait qu'elle contient un principe de coopération et de travail collectif basé sur la liberté d'accès, c'est-à-dire le fondement de nouvelles formes de solidarités à l'ère numérique (*open source*: communautés spontanées de volontaires). C'est ce qu'on appelle le téléchargement vers l'amont: le consommateur devient producteur notamment en créant des documents ou en y collaborant, en téléchargeant des fichiers «sans passer par la hiérarchie des institutions traditionnelles».⁷

Il n'est pas étonnant que ce soit les groupes marginalisés qui aient saisi les premiers

l'intérêt politique de ces nouvelles libertés et qui s'en soient servi pour mener leur combat, recruter des sympathisants et créer ces cellules autonomes et décentralisées (concept de la résistance sans chef):⁸ mouvement néo-zapatiste, Al Quaida, mouvements altermondialistes, groupuscules d'extrême droite. On débouche ainsi sur les deux autres piliers de ces nouvelles libertés: l'intelligence collective et les structures starfish.

Manifeste GNU-Linux

The GNU project supports the mission of the FSF (Free Software Foundation) to preserve, protect and promote the freedom to use, study, copy, modify, and redistribute computer software, and to defend the rights of Free Software users. We support the freedom of speech, press, and association on the Internet, the right to use encryption software for private communication, and the right to write software unimpeded by private monopolies. (www.gnu.org)

2. L'intelligence collective

En simplifiant quelque peu, le principe de fonctionnement de l'intelligence collective se résume comme suit: *individualité faible, collectif fort*.⁹ En effet, grâce au système *open source, wiki, long tail et free agent*, des individus partageant les mêmes idées peuvent travailler et opérer ensemble, sans se connaître, sans concertation explicite, sans organisation centralisée, en s'inspirant et en se copiant mutuellement via le net, avec des améliorations permanentes d'une action à l'autre (le fameux *swarming*).

On l'a dit, les groupes marginalisés ont été les premiers à saisir les opportunités et le potentiel mis à disposition par les TIC. Il apparaît donc utile d'en rappeler brièvement le *modus operandi*: en l'absence d'une direction centrale commune, une dynamique d'ensemble se développe grâce à ce qu'on appelle *l'émergence d'une intelligence collective*. Cette intelligence se base sur l'emploi intensif des TIC (internet, webcam, téléphone portable) permettant le partage informel et en temps réel des informations et, surtout, des valeurs et idées qui les soutiennent. Ces technologies permettent à des groupes (cellules) qui ne se connaissent pas de s'inspirer mutuellement (et non de commander) des actions et des procédés des uns et des autres via la publication *open source* (blog, website, chat) des résultats, des objectifs visés et des tactiques employées. Dès lors, un attentat ou une émeute se déroulant à un endroit pourront être «reproduits» (et améliorés), presque au même moment dans un autre, sans pour autant que les instigateurs soient en contact formel ni qu'ils se soient coordonnés de manière spécifique. Il n'y a donc pas de structure de commandement unifiée, mais le développement d'une dynamique d'en-

semble de cellules autonomes partageant une «culture commune» (lutte contre l'Occident décadent pour les mouvements islamistes, ou encore supériorité de la race blanche pour les groupuscules d'extrême droite). Ces cellules s'échangent ainsi entre elles, de façon complètement informelle, informations, encouragement, motivation et techniques à travers le système *open source du net*. Chaque cellule contribue à la réflexion des autres en apportant ses propres expériences: avec le téléchargement vers l'amont, tous les internautes qui le souhaitent peuvent contribuer à la solution d'un des problèmes présentés par l'un des interlocuteurs (système wiki). Une telle opération est particulièrement intéressante dans le cas de la formation d'une dynamique d'ensemble parce qu'elle explique comment des individualités a priori relativement faibles peuvent constituer un collectif fort «sans chef»: d'où la justification de parler d'intelligence collective.¹⁰ Ce sont, d'une part, la culture commune et, d'autre part, le moyen technologique de partager informellement les idées qui constituent les ressorts de cette dynamique d'ensemble, de ce *swarming*; certains parlent à cet égard de *franchising* – passage d'Al Quaida à l'alquaidisme. Autrement dit, en lieu et place d'une idéologie internationale promettant des «lendemains qui chantent», les groupes marginalisés se nourrissent aujourd'hui du *world wide web* produisant une sorte de «culture mondiale de la transgression».

Mais, répétons-le, *la jungle est neutre* et ce que des groupes peuvent réaliser par ce biais «contre» l'Etat, d'autres peuvent tout aussi bien le faire inversement «en soutien»

⁵ Cf. Chris Anderson, *La longue traîne: la nouvelle économie est là*, trad., Paris, Village Mondial, 2007; Daniel H. Pink, *Free Agent Nation: the Future of Working for Yourself*, New York, Warner Business Books, 2002.

⁶ Thomas Friedman, *La terre est plate: une brève histoire du XXI^e siècle*, trad., Paris, Saint-Simon, 2006.

⁷ Cf. André Spiegel, *Die Befreiung der Information: GNU, Linux und die Folgen*, Berlin, Matthes & Seitz, 2006; Eric S. Raymond, *The Cathedral & the Bazaar: Musings on Linux and Open Source by an Accidental Revolutionary*, Sebastopol, O'Reilly, éd. rev. 2001.

⁸ Cf. les entrées *leaderless resistance* et *lonewolf* dans Wikipedia.

⁹ Cf. Don Tapscott/Anthony D. Williams, *Wikinomics, Wikipédia, Linux, You Tube: comment l'intelligence collaborative bouleverse l'économie*, Paris, Village Mondial, 2007.

¹⁰ On remarque, au passage, combien un tel système est éloigné de la doctrine réseau-centrée (C4Istar) des armées conventionnelles et combien il favorise en quelque sorte l'*Auftragstaktik*. En revanche, on sait depuis les premières utilisations par l'armée israélienne (opération Paix en Galilée, 1982) de systèmes de commandement électronique en temps réel que ceux-ci ont pour effet induit de renforcer la centralisation des responsabilités à l'échelon supérieur, de priver les petites unités de leur capacité d'initiative et finalement de renforcer la *Befehlstaktik*. L'armée US en est actuellement un exemple particulièrement frappant.

de celui-ci, en respectant les mêmes conditions: moyens de communication (portable, blog, site web) + culture commune (idées, objectifs, discours). D'ailleurs, en observant attentivement, les germes de cette culture commune sont déjà présents dans nos sociétés: prolifération des cours de self défense, évolution et simplification des techniques de combat à mains nues pour les mettre à la portée de tous, solidarités de voisinage (*neighbour watch*), publications sur la préparation et les attitudes «défensives» à adopter (*secuperso, power kid*), filmographie (*Fight Club, Outlaw*). Les bases du développement d'une véritable culture de l'autodéfense sont donc bel et bien présentes, il suffit de les encourager (adage: *lorsque les armes sont hors-la-loi, seuls les hors-la-loi sont armés*), sans oublier du point de vue doctrinal que le droit de chaque individu d'assurer lui-même sa propre sécurité est considéré comme un *droit naturel* dans la pensée politique occidentale (Hobbes).

«L'obligation des sujets envers le souverain s'entend aussi longtemps, et pas plus, que dure la puissance grâce à laquelle il a la capacité de les protéger. En effet, le droit que, par nature, les humains ont de se protéger eux-mêmes, quand personne d'autre ne peut le faire, ne peut être abandonné par aucune convention.» Thomas Hobbes, *Léviathan*

3. La structure «starfish»

A ces nouvelles libertés et à l'émergence d'une intelligence collective, correspond évidemment une nouvelle forme d'organisation appelée *starfish* (en raison de la capacité de cet animal – l'étoile de mer – de se reproduire à partir de certaines de ses parties et par opposition à l'araignée dominant sa toile de manière centralisée).¹¹ Cette structure se caractérise par la décentralisation, l'autonomie et une hiérarchie plate. Chaque étoile de mer est ainsi indépendante des autres: sa destruction n'entraîne pas celle du reste du réseau car ce qui les fédère n'est pas un organe central mais une idée forte, un objectif commun. Les étoiles de mer sont donc capables de se reproduire un peu partout, même si la cellule première a disparu. La composante essentielle en est l'idée forte. On peut citer des exemples très divers mettant en évidence le rôle fédérateur d'une idée dans la création d'une dynamique d'ensemble: le mouvement abolitionniste aux Etats-Unis, la résistance des indiens Apaches, les Alcooliques Anonymes et, aujourd'hui, Al Quaida. L'important consiste donc à faire comprendre l'idée, à en souligner l'intérêt et la valeur, et à inciter les individus et les groupes à se l'approprier (*open source, copy left*), à en prendre la responsabilité: *confiance, inspiration* et *tolérance* sont donc les valeurs de réfé-

rence dans ce processus d'apprentissage et d'appropriation; de même le rôle du *catalyseur*, une personnalité emblématique à l'origine de l'idée dont la fonction n'est pas celle d'un chef mais d'un «conseiller-inspirateur»; un *champion* passionné peut également servir de modèle et stimuler l'émulation et la motivation (n'oublions pas: à côté de Ben Laden, à côté du côté obscur de la force, il y a aussi un côté clair pour reprendre la terminologie *stanvars*); enfin un *réseau préexistant* de groupes décentralisés peut se saisir de l'idée et lui fournir une première plate-forme. Ensuite, il suffit de laisser agir l'intelligence collective, le reste intervenant «par surcroît». On peut ainsi synthétiser le fonctionnement du système *starfish* par la formule suivante: *lancer l'idée et laisser faire les «hommes de bonne volonté»!*

Les 5 composantes du système *starfish*

Organisation: groupes autonomes (bande de copains, club d'amis, ...)

Conduite: non pas un chef mais un *catalyseur* (personnalité) apprenant aux groupes à prendre en main leurs responsabilités (confiance, inspiration, tolérance)

Discipline et esprit de corps: une *idée forte* et partagée constituant le ciment des groupes décentralisés (ceux qui interfèrent avec l'idée de base sont considérés comme l'ennemi)

Motivation: un *champion* passionné (un modèle)

Tactique: bâtir l'action sur un réseau préexistant de groupes décentralisés (*in from the margins*).

Application: la guerre non conventionnelle

Commençons par rappeler l'idée directrice développée au début de cette étude à partir de la proposition de Norbert Elias: si l'Etat moderne a transformé le chevalier en courtisan, alors l'*Etat postmoderne a besoin de chevaliers pour assurer sa défense*, à savoir tous les groupes organisés pour l'autodéfense et l'assistance mutuelle. En doctrine militaire, la *guerre non conventionnelle* apparaît comme le seul cadre conceptuel cohérent permettant d'articuler et de mettre en œuvre une telle idée.¹² En effet, dans le contexte d'un nouveau Moyen Age et de sociétés postnationales, le facteur déterminant n'est plus celui de la victoire militaire (souvent irrelevante), mais bel et bien celui de la reconquête des allégeances («gagner les esprits et les cœurs») afin de se constituer une base et des réseaux sur lesquels s'appuyer au sein de la population. Ne poursuivant pas la victoire militaire mais évoluant au cœur du tissu socio-politique, l'*astuce* de la contre-guérilla est de découvrir ce qu'on pourrait appeler l'algorithme de la société concernée, c'est-à-dire le «mode d'emploi» de

ses structures: d'où l'importance, dans le cas présent, d'appréhender correctement les nouvelles libertés et les formes d'organisation s'y rattachant.

C'est pourquoi les forces morales occupent une position clef: une personnalité emblématique, une idée, un courant artistique et culturel, mais aussi un slogan ou un symbole peuvent jouer un rôle central dans cette capitalisation des énergies et cette reconquête des allégeances. Dans l'optique de la guerre non conventionnelle, *trois principes* essentiels doivent être respectés avec la plus grande rigueur même si, comme c'est souvent le cas, ils entrent en conflit avec ceux appliqués par les armées régulières dans la guerre conventionnelle. C'est du respect de ces principes (*la reconnaissance précède la connaissance*) que dépend, en grande partie, le succès ou l'échec de la guerre non conventionnelle.

La guerre non conventionnelle

Définition: action dans une zone hostile ou sensible au moyen des forces et ressources locales

Zone grise entre paix et guerre conventionnelle (société dans laquelle la violence a fait irruption sans prendre cependant la forme de la guerre conventionnelle, c.-à.-d. la situation actuelle d'un Etat postnational en voie de reféodalisation et la montée concomitante des groupes armés – mafias, gangs, mouvements terroristes)

But: regagner l'allégeance des populations

Pseudo-Mao: la guerre non conventionnelle doit être conduite par des unités non conventionnelles

Selon le premier: *la guerre non conventionnelle doit être conduite par des unités non conventionnelles*. Il est impératif de s'appuyer sur les forces locales (milices d'autodéfense, groupes paramilitaires, sociétés militaires privées), d'abord, d'un point de vue pratique en raison de leur connaissance du milieu et des populations, ensuite, parce que c'est de la part de l'Etat une marque de confiance qui fédère les différentes initiatives et les renforcent, enfin et surtout, parce qu'elles sont les plus aptes à trouver des solutions à la fois appropriées et originales (non conventionnelles) à des situations délicates. En d'autres termes, la réponse apportée par la guerre non conventionnelle doit être avant tout *citoyenne* et

¹¹ Cf. Ori Brafman/Rod A. Beckstrom, *The Starfish and the Spider the Unstoppable Power of Leaderless Organizations*, New York, Portfolio, 2006.

¹² Etant donné l'abondance de la littérature sur le sujet, on se contente de renvoyer à l'ouvrage suivant établissant un bon état de la question: Hy S. Rothstein, *Afghanistan & the Troubled Future of Unconventional Warfare*, Annapolis, Naval Institute Press, 2006.

paramilitaire plutôt que policière et militaire. Le deuxième principe vient expliciter cette dernière proposition.

Selon le deuxième: *l'Etat doit éviter de se centraliser*. C'est une des principales leçons de la lutte contre-insurrectionnelle menée par les puissances occidentales dans les longs conflits de la décolonisation qui ont marqué la seconde moitié du XX^e siècle (Indochine, Malaisie, Algérie, Vietnam, Afrique australe). Car, l'Etat confronté au conflit de basse intensité (guérilla, terrorisme) a une fâcheuse tendance à réagir en renforçant sa centralisation, c'est-à-dire en accroissant les contrôles, les mesures de police et de coercition (surveillance, dénonciation, etc.) ainsi qu'en désarmant systématiquement les citoyens. En agissant de la sorte, l'Etat se coupe progressivement de tout soutien de la population et finit par s'aliéner les honnêtes citoyens. Ce faisant, il s'isole prenant de plus en plus l'allure d'un Etat policier. Les expériences de la France en Algérie, des Etats-Unis au Vietnam et d'Israël au Liban montrent combien cette dérive centralisatrice est pernicieuse et conduit, à terme, à l'échec de la contre-insurrection.¹³ En ce sens, le deuxième principe représente en quelque sorte l'envers du premier permettant de mieux comprendre pourquoi la réponse apportée doit être d'abord citoyenne et paramilitaire plutôt que policière et militaire: le *Minuteman* prime sur *Robocop*!

5 leçons de la contre-insurrection

1. «assécher la mer» (contrepied du principe maoïste voulant que le guérillero soit dans le peuple comme un poisson dans l'eau, par conséquent regagner le soutien de la population pour priver le guérillero de son milieu «naturel»)

2. «ne pas vouloir en finir rapidement» (accepter un conflit dans la durée, le Royaume-Uni maintient sa présence militaire en Irlande du Nord pendant trente ans)

3. éviter l'escalade des moyens militaires (comme la puissance de feu, les moyens lourds notamment selon la pratique israélienne de l'emploi des chars pour le contrôle des foules: outil techniquement efficace mais transmettant une image négative de guerre livrée contre la population civile)

4. ne pas se centraliser

5. travailler avec la population (faire confiance: milices d'autodéfense, groupes paramilitaires, citoyens en armes, starfish; adage: «chasser le loup afghan avec un chien d'Afghanistan»)

Selon le troisième: *créer les conditions propices et laisser la population faire le travail*. Si l'Etat doit éviter de se centraliser, il ne doit pas non plus céder au corollaire habituel de cette centralisation, à savoir le dirigisme. On l'a dit, la guerre non conventionnelle est affaire de conviction et de motivation;

autrement dit, elle est dépendante d'une culture commune que les groupes et les réseaux concernés sont en mesure de développer eux-mêmes pour répondre à la menace et prendre leur destin en main. Un Etat postmoderne et une société postnationale ne sont pas capables, par définition, de donner aux individus la «cause» indispensable pour se battre: c'est là qu'interviennent les structures starfish et la méthode de travail qui les accompagnent (créer la culture, donner les moyens, laisser faire le travail). C'est pourquoi dans le cadre de la guerre non conventionnelle, si l'Etat doit bel et bien travailler avec les populations, il doit en revanche s'abstenir de tout dirigisme. Son rôle est de créer les conditions favorables (par action ou par omission).

La méthode starfish

Créer la culture commune (changer l'horizon)

Donner les moyens (matériels la plupart du temps)

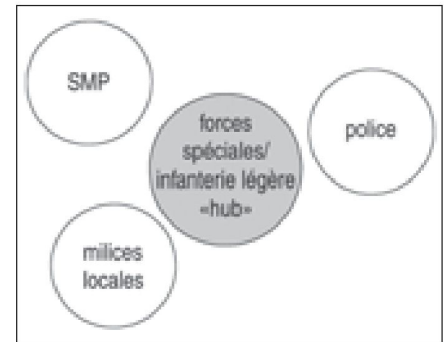
Laisser faire le travail

d'où: dans le cas qui nous occupe ici;

1. Encourager une culture de la légitime défense et de la responsabilité de chacun pour sa propre sécurité (principe hobbesien susmentionné); 2. Permettre à ceux qui le veulent d'acquérir les moyens nécessaires (*lorsque les armes sont hors-la-loi, seuls les hors-la-loi sont armés*); 3. Faire confiance à la règle des 5% (loi des petits nombres, le salut vient des marges)

En conséquence, conformément à la méthode starfish, l'Etat doit s'appuyer sur des groupes décentralisés ayant développés leur propre culture de la défense et de la sécurité. Il s'agit de la sorte de prévoir *une réponse citoyenne*, à la fois autonome, redondante et décentralisée (en adéquation avec les conditions du nouveau Moyen Age): autour d'un noyau de forces régulières (*hub*) composé de spécialistes (infanterie légère, forces spéciales), vient s'articuler une organisation en trois cercles composée de milices locales, de sociétés militaires privées (SMP) et de forces de police (locale ou de proximité). Précisons qu'il n'est en aucun cas nécessaire que cette réponse touche l'ensemble de la population: la règle des 5% s'applique, une telle proportion suffisant amplement à servir de «colonne vertébrale» apte à maintenir l'ensemble sur pied (elle correspond à la proportion des membres actifs de toute association conservant dynamisme et allant: du kibboutz aux partis politiques). De même, gardons à l'esprit que dans la guerre non conventionnelle, la mission première des forces spéciales n'est pas tant de conduire des opérations commandos mais de former, instruire et conduire des partisans, c'est-à-dire créer des réseaux pour combattre d'autres réseaux

(*chasser le loup afghan avec un chien d'Afghanistan*). L'archétype du soldat des forces spéciales n'est donc pas celui d'un *Rambo* capable de tout faire tout seul, mais celui du combattant en mesure, selon l'expression, «de s'enfoncer en zone hostile ou sensible, armé d'un seul couteau, et d'en ressortir trois mois plus tard à la tête d'une armée».



Il importe encore de préciser ce que l'on entend par SMP, étant donné l'image colportée à ce sujet dans les médias. Car, à côté des «grosses cylindrées américaines» (Blackwater, Dynacorp) dotées de moyens impressionnants et d'importantes ressources financières, il est possible de considérer une option plus «légère» en meilleure adéquation avec une conception civique et citoyenne de l'organisation de la société (Moment machiavélien). Conformément à la tradition des milices des républiques urbaines du Moyen Age où des groupes de citoyens (corporations, sociétés de porte, capitaine de la jeunesse) offraient leur service (garde, corvées de fortification) aux autres en échange de prestations d'entretien (repas, vivres, etc.), on peut aisément envisager aujourd'hui des SMP fonctionnant sur ce modèle, c'est-à-dire non pas dans un but commercial et lucratif de mercenariat mais en vue de l'autodéfense et de l'assistance mutuelle. En fonction du contexte que nous avons décrit, trois cas d'emploi se profilent pour ces SMP «à petit budget»: 1. face à une situation de chaos (catastrophe naturelle, lorsque les structures en place et les institutions ne fonctionnent plus, cf. *Die Hard 4*); 2. en cas de défaillance de l'Etat (destruction de l'intérieur), 3. là où l'Etat ne peut pas intervenir directement (parce que c'est politiquement impossible) – autrement dit, dans de nombreux cas caractéristiques du nouveau Moyen Age.

¹³Cf. Gil Merom, *How Democracies Lose Small Wars: State, Society, and the Failure of France in Algeria, Israel in Lebanon, and the United States in Vietnam*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

Une SMP à «petit budget» ou le retour du Minuteman

Rappelons brièvement que dans sa longue histoire (près de 500 ans), l'Etat moderne s'est pendant longtemps appuyé sur des entrepreneurs militaires qu'il ne contrôlait pas directement (milices urbaines, corsaires, armées privées) et dont il s'attachait les services selon les besoins. A cet égard, la période des armées nationales dépendant entièrement de l'Etat est relativement courte et correspond à l'époque des grandes guerres interétatiques. (cf. Charles TILLY, *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe, 990-1990*, trad. Paris, Aubier, 1992.)

Actuellement, il est pleinement possible d'envisager des SMP efficaces, «à bas prix», à la portée des citoyens. Pour des missions d'autodéfense et d'assistance mutuelle, des moyens simples suffisent largement: p. ex. les armes de chasse présentent une efficacité suffisante (calibre 12, fusil à lunette, carabine à répétition). Mais, il ne s'agit pas en priorité de penser en termes d'armes (qui doivent rester la solution ultime). Il importe d'abord de penser en termes d'*assistance mutuelle*, c.-à.-d. premiers secours, transport, communication, protection: là aussi des moyens simples – mais ingénieux! – suffisent (radio pour palier à la défaillance des réseaux téléphoniques; génératrice et panneaux solaires pour palier aux coupures de courant électrique, ULM et autres paramoteurs dont le prix et l'entretien ne dépassent pas ceux d'une automobile pour palier à la rupture des réseaux routiers et ferroviaires, etc.). Même simples, ces moyens nécessitent néanmoins une infrastructure de base: d'où le besoin d'une SMP pour en assurer l'acquisition et l'ins-truction. En d'autres termes, il s'agit en quelque sorte d'une adaptation du système du Minuteman à l'ère numérique.

Par conséquent, tant dans la perspective du nouveau Moyen Age que dans celle du Moment machiavélien, il apparaît non seulement nécessaire (autonomie, redondance), mais également légitime (liberté civique) de prévoir des SMP à petit budget au service des citoyens.

Vers l'ordre oblique: la «sous-traitance»

Si l'IRA parvient à contraindre le Royaume-Uni à s'asseoir à la table des négociations, si le mouvement néo-zapatiste parvient à représenter aux yeux de l'opinion mondiale une alternative à la mondialisation néo-libérale, alors force est d'admettre que l'interaction local-global est bel et bien une des caractéristiques stratégiques fondamentales de notre temps.

C'est dans l'optique d'une interaction similaire, «au profit» de l'Etat, que nous parlons ici d'*ordre oblique*, par référence à l'ordre de bataille inventé dans l'Antiquité par Epaminondas et repris au XVIII^e siècle

par Frédéric-le-Grand afin, dans les deux cas, de soustraire le corps de bataille principal au choc initial de l'adversaire. A l'époque des guerres mondiales, l'ordre oblique prend la forme d'un recours au sous-sol pour échapper au feu en surface tout en se donnant une profondeur tactique. A l'âge de l'infoguerre («Révolutions oranges», déstabilisations diverses), on peut avancer que c'est précisément dans l'interaction local-global que réside la formulation de l'ordre oblique, c'est-à-dire d'une part, dans la nécessité de soustraire l'Etat à la pression de la communauté internationale et, d'autre part, dans la capacité d'une organisation locale d'agir à l'échelle globale. Mutatis mutandis, on rejoint la notion de manœuvre extérieure conçue par André Beaufre comme condition sine qua non de l'existence stratégique de l'Etat et de sa liberté d'action (présence sur l'échiquier mondial). Cette nouvelle interprétation de l'ordre oblique repose sur les trois constats suivants:

– S'il est nécessaire de soustraire l'Etat à la déstabilisation par l'infoguerre, c'est principalement parce que dans le contexte actuel, *l'Etat a tort*. On peut avancer en effet que, depuis 1945, l'Etat a été progressivement déconsidéré, perçu de plus en plus comme fauteur de guerre (en raison des guerres mondiales) et comme appareil d'oppression (en raison des totalitarismes). En outre, tant les mouvements de libération nationale dans le Tiers-monde que l'échec de l'Etat-providence en Occident et des jeunes Etats du Sud ont provoqué une vague mondiale d'anti-étatisme (Immanuel Wallerstein) dont le néo-libéralisme ou la notion d'Etat failli constituent certaines des expressions. De ce fait, l'Etat a passé peu à peu du statut de «seul souverain» sur la scène internationale à celui d'une entité que la communauté internationale doit surveiller, voire au besoin mettre sous tutelle (monitoring international). C'est pourquoi, aujourd'hui, son intervention sur l'échiquier mondial est strictement encadré. Dès lors, dans un contexte où la guerre interétatique a été mise hors-la-loi, on peut dire que l'alternative stratégique a radicalement changé: il ne s'agit plus de *vaincre ou mourir* (dogme de la guerre conventionnelle), mais de *se soumettre ou se soulever* (pour échapper à la mise sous tutelle). Ceci nous amène au deuxième constat.

– Si l'Etat postmoderne a besoin de chevaliers pour assurer sa défense, c'est aussi parce que, comme on l'a dit, il n'est plus en mesure de fournir aux individus la «cause» dont ils ont besoin pour se battre. John Keegan résume ainsi cette évolution: «Les jeunes ont déjà choisi. La conscription leur paraît inutile, et l'armée, pour eux, ne sert à rien. Les plus militants d'entre eux vont plus loin: ils ne veulent se battre que pour leurs propres causes, non pour un appareil

d'Etat flanqué de son armée. Au besoin ils lutteront contre ces derniers par les méthodes de la guérilla et de la clandestinité.» (*Anatomie de la bataille*) Corollaire du déclin de sa souveraineté, l'Etat postmoderne est donc aussi «en panne» de culture et de symboles susceptibles de créer motivation et émulation. Et, comme le relève Pierre Bourdieu, le monopole étatique de la violence symbolique va de pair avec celui des moyens de contrainte, lorsque l'un se défait l'autre s'étioule: d'où l'importance pour l'Etat de s'appuyer sur les structures starfish (idée forte, culture commune) et d'accepter de leur «sous-traiter» certaines tâches stratégiques. Il ne s'agit pas d'un abandon supplémentaire de souveraineté, mais d'une manœuvre destinée à accroître la marge d'initiative de l'Etat, c'est-à-dire sa liberté d'action matérielle et concrète – la souveraineté n'étant plus à ce stade qu'une enveloppe formelle (distinction entre rapports de fait et rapports de droit).

– Le troisième constat porte sur la sous-traitance, à savoir sur l'étonnante «capacité stratégique» des groupes ou réseaux locaux de type starfish à mettre en œuvre *culture, idée*, mais également *action* aptes à «faire le poids» (principe: se battre à arme égale ou équivalente) sur l'échiquier mondial. A titre d'exemple, à la Renaissance les tyrans successifs gouvernant Milan (Visconti, Sforza) déclaraient qu'ils redoutaient plus les écrits des humanistes florentins (sur l'idéal républicain et la liberté) qu'un escadron de cavalerie lourde. Par conséquent, mener la guerre non conventionnelle avec des unités non conventionnelles ne signifie pas seulement s'appuyer sur des partisans, mais aussi sur des réseaux à forte valeur symbolique et culturelle: comme à la Renaissance, blogs, websites et travail *open source* valent une coalition militaire multilatérale (free software = free society)!

En conclusion, l'Etat n'est plus en mesure de créer la culture (motivation) indispensable aux groupes et réseaux décentralisés pour agir. Il doit aussi prendre garde à ne pas se centraliser de manière excessive pour compenser ce déficit de «cause» (cf. *How Democracies Lose Small Wars*). Par ailleurs, si la césure historique considérée ici est bien celle d'un nouveau Moyen Age, on l'a dit au début, la réponse apportée doit avoir la même envergure: un *système d'arme* en adéquation avec le nouvel ordre politique. Ce système d'arme, c'est le *combattant individuel* enraciné dans son groupe et son réseau lui donnant le goût et la volonté de se battre: désormais, c'est dans ce type de structure et d'organisation que se situe la culture commune nécessaire au fonctionnement et au rayonnement (local-global) du système starfish. ●